



Société

La France n'arrive qu'en 25^e position du classement mondial Une « liberté académique » menacée dans le monde

Pour son édition du 2 janvier 2025, *Le Monde* a réalisé une rétrospective « Science & médecine en 2024 ». Le quotidien revient ainsi sur l'indice de liberté académique que publie chaque année une équipe germano-suédoise de chercheurs (« Academic Freedom Index »).

La liberté académique est la liberté que le personnel universitaire doit avoir en matière de recherche scientifique, d'enseignement et d'expression dans le cadre de sa fonction, sans subir de pressions économiques, politiques ou autres. Les chercheurs s'intéressent à la liberté de recherche et d'enseignement ; la liberté d'échange et de diffusion universitaires ; la liberté d'expression académique et culturelle ; l'autonomie institutionnelle des universités ; l'intégrité des campus.

Selon le rapport publié en mars 2024 par l'équipe de chercheurs, la liberté académique régresse de façon préoccupante depuis les années 2010. En 2023, seuls 25 pays ont encore un score élevé de liberté académique (14 %), contre 46 pays en 2006 (26 %). De nombreuses universités subissent des baisses chroniques voire massives de budgets et diverses restrictions, des suppressions de postes et de domaines de recherche, une censure sur des sujets jugés politiquement sensibles...

Le rapport indique que 45,5 % de la population mondiale (environ 3,6 milliards de personnes) vivent dans un environnement dépourvu de liberté académique. Parmi les grands pays les plus touchés figurent la Chine de Xi Jinping, la Russie de Vladimir Poutine et l'Inde de Narendra Modi, mais le rapport alerte aussi sur le décrochage des États-Unis depuis 2019. L'Union européenne n'est pas épargnée (en Hongrie, Viktor Orbán n'a cessé de réduire la liberté académique durant son mandat). La France n'arrive qu'en 25^e position dans ce classement, derrière la Belgique, mais néanmoins loin devant les dix pires États parmi lesquels on trouve notamment l'Égypte, la Turquie, les Émirats Arabes Unis, l'Iran, la Chine, l'Arabie Saoudite, la Corée du Nord... En 2023, des progrès sont signalés dans dix pays dont le Brésil.



Démographie

Natalité : baisse en 2023 la plus forte depuis 2010

Pour *Insee Focus* n° 339 de novembre 2024 ⁽¹⁾, Jeanne Pointet et Hélène Thélot (Insee) ont réalisé une synthèse sur les naissances en 2023 avec leur baisse « d'une ampleur inédite depuis la fin du baby-boom ».

En effet, en 2023, 677 800 bébés sont nés en France, soit une baisse de 48 200 naissances par rapport à 2022 (-6,6 %). Les naissances sont en 2023 inférieures de 19,8 % à leur niveau de 2010 qui constitue le « *dernier point haut* ». Cette baisse s'inscrit « *dans une tendance de long terme* », mais avec une accentuation en 2023. Les auteures observent que depuis 2015, le nombre de femmes en âge d'avoir des enfants est stable : dès lors, « *le recul des naissances ces dernières années traduit avant tout un recul de la fécondité* ».

(1) – <https://www.insee.fr/fr/statistiques/8282356>

En 2024, les naissances sont également susceptibles de diminuer, mais dans une moindre proportion : sur les neuf premiers mois de 2024, le nombre de naissances ne diminue que de 2,7 % par rapport à la période équivalente en 2023.

Pour la première fois depuis 2010, remarquent Jeanne Pointet et Hélène Thélot, la baisse des naissances entre 2022 et 2023 concerne les mères de tous âges, y compris les moins jeunes. La majorité des bébés naissent de mères âgées de 25 à 34 ans (60 % en 2023). Or, sur un an, les naissances diminuent de 7,4 % pour les mères âgées de 25 à 29 ans et de 8,6 % pour celles âgées de 30 à 34 ans. La baisse est de 4,2 % pour celles entre 35 et 39 ans et de 5,0 % pour celles âgées d'au moins 40 ans.

Dans l'ensemble de l'Union européenne, 3,7 millions de bébés sont nés en 2023, soit 5,5 % de moins qu'en 2022. Le nombre de bébés recule dans vingt-deux pays sur vingt-sept, avec une ampleur plus ou moins forte.

En France, la baisse est « *un peu plus marquée que la moyenne européenne en 2023, alors qu'elle avait été moins forte entre 2019 et 2022* ».

En 2022, dernière année pour laquelle cette donnée est disponible, l'indicateur conjoncturel de fécondité (ICF) en France (1,79) est le plus élevé de l'Union européenne où la moyenne s'établit à 1,46. L'Espagne et Malte ont un ICF inférieur à 1,2...

À vos agendas

Le samedi 8 mars, à Laval Architectures de villégiature en bord de rivière...

Le samedi 8 mars, à 14 h 30, salle Alphonse-Angot, aux Archives départementales, à Laval, la Société d'archéologie et d'histoire de la Mayenne (SAHM) et les Archives départementales proposent un « Samedi de l'histoire » sur les « Architectures de villégiature en bord de rivière, autour de Château-Gontier », par Pierrick Barreau, chercheur à l'Inventaire du département de la Mayenne.

Il s'agit du troisième et dernier volet de présentation des résultats de l'étude d'Inventaire des résidences de bord de Mayenne conduite par le Département avec l'appui de la Région entre 2021 et 2024. Après les secteurs de Mayenne et de Laval, c'est le territoire de Château-Gontier qui sera présenté.

Entrée libre et gratuite dans la limite des places disponibles.



La pensée hebdomadaire

« Les députés semblent maintenant prioriser la recherche de likes sur les réseaux sociaux, avec des invectives et formules-chocs, plutôt que de développer leurs propres arguments et idées pour convaincre leurs adversaires. (...) On observe également que le niveau de langage utilisé par les députés est devenu beaucoup plus pauvre et que la moitié des interventions à l'Assemblée sont devenues des interruptions sous forme d'applaudissements ou de huées, laissant peu de place au développement des idées. »

Yann Algan, professeur d'économie à HEC,
« Nous sommes confrontés à une "Assemblée spectacle" »
(propos recueillis par Mariama Darame), *Le Monde* du 15 janvier 2025.